

L'infâme au foyer

LES foyers Sonacotra, créés en 1956 pour loger les travailleurs immigrés algériens, vont-ils disparaître ? A en croire les salariés d'Adoma (nouveau nom de la Sonacotra), qui gère 196 foyers et 37 541 logements, l'affaire est en cours. Fin août, l'administrateur salarié a adressé à ses pairs une lettre alarmiste de trois pages. S'inquiétant de voir les travaux de maintenance gelés dans la plupart des résidences, il estime que « *cette situation aura inévitablement des conséquences négatives sur l'entreprise et malheureusement sur nos résidents* ». Il redoute que ce « *fiasco* » n'atteigne aussi la « *gestion de l'entretien courant* ». Optimiste !

De fait, dans les foyers où les résidents paient entre 300 et 400 euros pour une chambre de 7 m², « *pleine de cafards* », la révolte gronde. En particulier dans ceux du passage de Gergovie (Paris XIV^e) et de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) : sanitaires délabrés, locaux rongés par l'humidité, fermeture des espaces collectifs dits conviviaux. Sans parler des incessantes descentes de police, destinées à traquer le clandestin...

La reprise en main d'Adoma par la Société nationale immobilière (SNI), une filiale de la Caisse des dépôts, qui loge plus de 1 million de personnes en France, n'a pas arrangé les choses. On parlait pourtant de bien bas. En effet, la précédente administration avait déjà été fustigée par la Cour des comptes (« *Le Canard* », 3/4) : « *Graves défaillances de gestion* » ; « *achats d'immeubles irréguliers* » ; « *souscription hasardeuse de contrats spéculatifs* », etc. Résultat : une perte de près de 10 millions d'euros. Charges comprises ?

En acquérant le tiers du capital d'Adoma pour 25 millions d'euros, le groupe SNI, dirigé par le général André Yché, s'efforce de mettre le bailleur social au pas. Hommes liges aux postes clés, plan social (départ de 400 salariés sur 2 400) et nouvelle stratégie. Las, « *avec*

la SNI, c'est pire, décrypte un cadre. Certes, la SNI gère mieux. Mais elle se fout des plus démunis. En fait, elle veut mettre la main sur les immeubles d'Adoma, dont certains sont en centre-ville. Et c'est tout ! » Un patrimoine immobilier estimé à plus de 3 milliards d'euros.

Des salariés ont aussi découvert de drôles d'arrangements financiers à la tête d'Adoma. Bruno Arbouet et Philippe Pourcel, actuels numéros 1 et 2 de la société, sont aussi marchands de biens : leur boîte, la Société d'arbitrage d'actifs immobiliers, est une filiale de la SNI dont le siège social se situe à Montpellier. Pour un syndicaliste maison, « *gérer une société de marchands de biens est incompatible avec leurs fonctions de dirigeants d'Adoma, dont la mission consiste à loger et à insérer les plus pauvres* ».

Mains propres au cabinet

D'après des documents que « *Le Canard* » s'est procurés, les deux hommes se sont partagé 80 000 euros d'émoluments en 2011 (Bruno Arbouet perçoit déjà 180 000 euros de salaire annuel, primes comprises). « *Je touche juste 1 500 euros par mois en plus pour cette activité* », se défend l'intéressé. De son côté, le responsable syndical ajoute que ladite Société d'arbitrage d'actifs immobiliers « *gère tous les actifs pourris de la SNI, soit 1 000 logements invendables. Des programmes que le gouvernement Sarkozy avait commandés à la SNI, réalisés par un seul constructeur... Bouygues* ». Alertée, Cécile Duflot, la ministre du Logement, a dépêché, en août, son ancien directeur de cabinet, Manuel Flam, pour mettre de l'ordre à la direction générale de la SNI. Avec, entre autres missions, celle de chapeauter Adoma.

Apparemment, il lui reste du boulot !

J. C.